

Le conseil d'administration de l'AEFO approuve la tenue d'un vote de grève et une demande de conciliation pour le personnel enseignant et suppléant

OTTAWA, le 20 décembre 2023 – L'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO), le gouvernement et le Conseil des associations d'employeurs (CAE), qui représente les conseils scolaires de langue française, ont eu une cinquantaine de rencontres de négociation depuis le dépôt de l'avis de négocier le 6 juin 2022. Malgré les efforts soutenus de l'AEFO, les discussions n'avancent plus sur certains sujets. L'AEFO juge inacceptable que le gouvernement et le CAE continuent d'insister sur des propositions qui cherchent à alourdir la tâche des enseignantes et des enseignants, et amplifient la pénurie criante de personnel qui menace notre système d'éducation en langue française.

Lors de la réunion extraordinaire qui s'est tenue le 19 décembre 2023, les membres du conseil d'administration de l'AEFO se sont concertés sur le meilleur moyen de faire avancer la négociation et sont arrivés à la conclusion que la tenue d'un vote de grève serait la meilleure solution. « Après plus d'un an et demi en négociation, il est très inquiétant de constater que le gouvernement et le CAE cherchent toujours à ajouter à la tâche et à limiter les appuis en salle de classe. De telles demandes de retranchements aux conditions de travail auraient inévitablement un impact négatif sur les apprentissages offerts aux élèves. » déclare Anne Vinet-Roy, présidente de l'AEFO.

Les membres du personnel enseignant et suppléant se prononceront lors d'un vote de grève qui se tiendra du 24 au 26 janvier 2024.

Pour faire progresser plus rapidement les discussions, les membres du CA ont également approuvé la demande de l'AEFO auprès du ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences, pour obtenir l'appui d'une conciliatrice ou d'un conciliateur pour ses prochaines dates de négociation. La demande de conciliation permet de faire avancer le processus en travaillant avec une tierce partie neutre.

Rappelons que les conventions collectives des membres du personnel enseignant et suppléant sont arrivées à échéance le 31 août 2022. « Tenir un vote de grève ne signifie pas que l'AEFO veut déclencher une grève à tout prix. Mais les membres ont fait preuve d'assez de patience. Le gouvernement et le CAE doivent reconnaître que l'éducation en français, est une valeur sûre pour l'Ontario. Nous méritons un financement équitable et des conditions de travail à la hauteur des importants services que nous offrons pour former la relève de demain. » conclue Anne Vinet-Roy.

L'AEFO compte environ 12 000 membres et représente les enseignantes et les enseignants des écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario, tant catholiques que publiques, en plus du personnel professionnel et de soutien œuvrant dans différents lieux de travail francophones.

-30-

Renseignements :

Mélanie Routhier Boudreau
Directrice des communications
mrboudreau@aefo.on.ca
613 850-6410

☎ 613 244-2336 1 800 267-4217
📠 613 563-7718 1 888 609-7718

📘 facebook.com/aefo.on.ca 🐦 twitter.com/@aefo_on_ca 🌐 linkedin.com/company/aefo

www.aefo.on.ca

AEFO Board of Directors Green Lights a Strike Vote and a Request for Conciliation for Teacher and Occasional Teacher Members

OTTAWA, December 20, 2023 — The Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO), the government, and the Council of Trustees' Associations (CTA), which represents French-language school boards, have had some 50 negotiation days since notice to bargain was given on June 6, 2022. Despite AEFO's best efforts, discussions have stalled on several issues. AEFO deems it unacceptable that the government and the CTA continue to insist on proposals that will add to teachers' workloads and worsen the critical staff shortages that threaten our French language education system.

During its special meeting of December 19, 2023, members of AEFO's Board considered how best to move negotiations forward and concluded that a strike vote would be the best solution. "After more than a year and a half of negotiating, the government and the CTA are still seeking to increase workloads and limit in-class supports. Such an erosion of working conditions would inevitably hurt students' learning," says Anne Vinet-Roy, AEFO President.

Teacher AEFO's members will vote on strike action from January 24 to 26, 2024.

To further move discussions forward, Board members also approved AEFO's request to the Ministry of Labour, Immigration, Training, and Skills Development to retain the services of a conciliation officer for its subsequent bargaining sessions. The conciliation request aims to facilitate the process with the help of a neutral third party.

It should be noted that the collective bargaining agreements of teachers and occasional teacher members expired on August 31, 2022. "By holding a strike vote, AEFO is not saying it absolutely wants to go on strike, but members have been overly patient. The government and the Council of Trustees' Associations must recognize that French-language education is a valuable asset for Ontario. We deserve fair funding and working conditions consistent with our crucial services in training tomorrow's workforce." concludes Anne Vinet-Roy.

AEFO has 12,000 members and represents French-language elementary and high school teachers in Ontario, from both Catholic and public school boards, and professional and support staff working in various French-language workplaces.

-30-

Information:

Mélanie Routhier Boudreau
Director — Communications Services
mrboudreau@aefo.on.ca
613 850-6410